



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA REUNION

Saint Denis, le 05 décembre 2016

**ARRETE N° 2412 du 05/12/2016/SPRINR/UER**

**Portant renouvellement d'autorisation d'exploiter un établissement d'enseignement,  
à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière**

**« ECOLE DE CONDUITE DU GUILLAUME »**

au

**GUILLAUME**

**LE PREFET DE LA REUNION  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le Code de la Route, notamment ses articles L.213-1 à L.213-8 et R.213-1 à R.223-6 ;

**Vu** l'arrêté ministériel n° EQU0100026A du 8 janvier 2001 modifié, relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté du 8 janvier 2001 créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**Vu** la demande de renouvellement d'agrément présentée le 05 décembre 2016, par Madame COURTEAUD-CAZANOVE Line, gérantE de l' « ECOLE DE CONDUITE DU GUILLAUME », en vue d'être autorisée à exploiter un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière, situé 6 bis, chemin de la Mairie sous l'enseigne « ECOLE DE CONDUITE DU GUILLAUME » ;

**Vu** la décision n° 2016/09/21/DIR 56 du 20 septembre 2016 portant subdélégation de signature à certains agents placés sous l'autorité du Directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Réunion (DEAL) ;

**Considérant** que la demande remplit les conditions réglementaires prévues à l'article 8 de l'arrêté du 8 janvier 2001 susvisé ;

**Sur proposition** du délégué principal au permis de conduire et à l'éducation routière, chef de l'unité éducation routière ;

ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** – Madame COURTEAUD-CAZANOVE Line est autorisé(e) à exploiter un établissement de l'enseignement de la conduite des véhicules terrestres à moteur et de la sécurité routière.

- Sous le numéro : **E 02 09D 2898 0**
- Dénommé : **ECOLE DE CONDUITE DU GUILLAUME**
- Situé : **6 bis, chemin de la Gare – 97423 LE GUILLAUME**



**Article 2** – Cet agrément est délivré pour une durée de 5 ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

**Article 3** – En cas d'extension, la validité quinquennale de l'agrément d'origine n'est pas remise en cause.

Sur demande de l'exploitant présentée deux mois avant la date d'expiration de la validité de son agrément, celui-ci sera renouvelé si l'établissement remplit toutes les conditions requises.

**Article 4** – L'établissement est habilité, au vu des autorisations d'enseigner fournies, à dispenser les formations aux permis de conduire des catégories suivantes : **B**.

**Article 5** – Le présent agrément n'est valable que pour l'exploitation d'un établissement, à titre personnel par son titulaire, sous réserve de l'application des prescriptions de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

**Article 6** – Pour tout changement d'adresse du local d'activité ou toute reprise de ce local par un autre exploitant, une nouvelle demande d'agrément d'exploiter devra être présentée deux mois avant la date du changement ou de la reprise.

**Article 7** – Pour toute transformation du local d'activité, tout abandon ou toute extension d'une formation, l'exploitant(e) est tenu(e) d'adresser une demande de modification du présent arrêté.

**Article 8** – Le nombre de personnes susceptibles d'être admis simultanément dans l'établissement, y compris l'enseignant, est fixé à 15 personnes.

**Article 9** – L'agrément peut-être à tout moment suspendu ou retiré selon les conditions fixées par les articles 12 à 14 de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

**Article 10** – Lors de la fermeture de l'établissement pour quelque raison que ce soit, les dossiers de demande de permis de conduire dont l'établissement est en possession doivent être impérativement remis aux services préfectoraux dans le mois suivant la fermeture.

**Article 11** – Le présent agrément et toute décision affectant sa validité seront enregistrés dans le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière créé par l'arrêté du 8 janvier 2001 précité.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant (DEAL – St Denis).

**Article 12** – L'(les arrêtés) n° 2011-138 SPRINR CER du 13/12/2011 est (sont) abrogé(s).

**Article 13** – Le délégué principal au permis de conduire et à l'éducation routière, chef de l'unité éducation routière est chargé, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs.

**Pour le Préfet,  
et par délégation  
Le délégué principal au permis de  
conduire à l'éducation routière,  
Chef de l'unité l'éducation routière**



**Hervé DELAIRE**